

Extrait de :

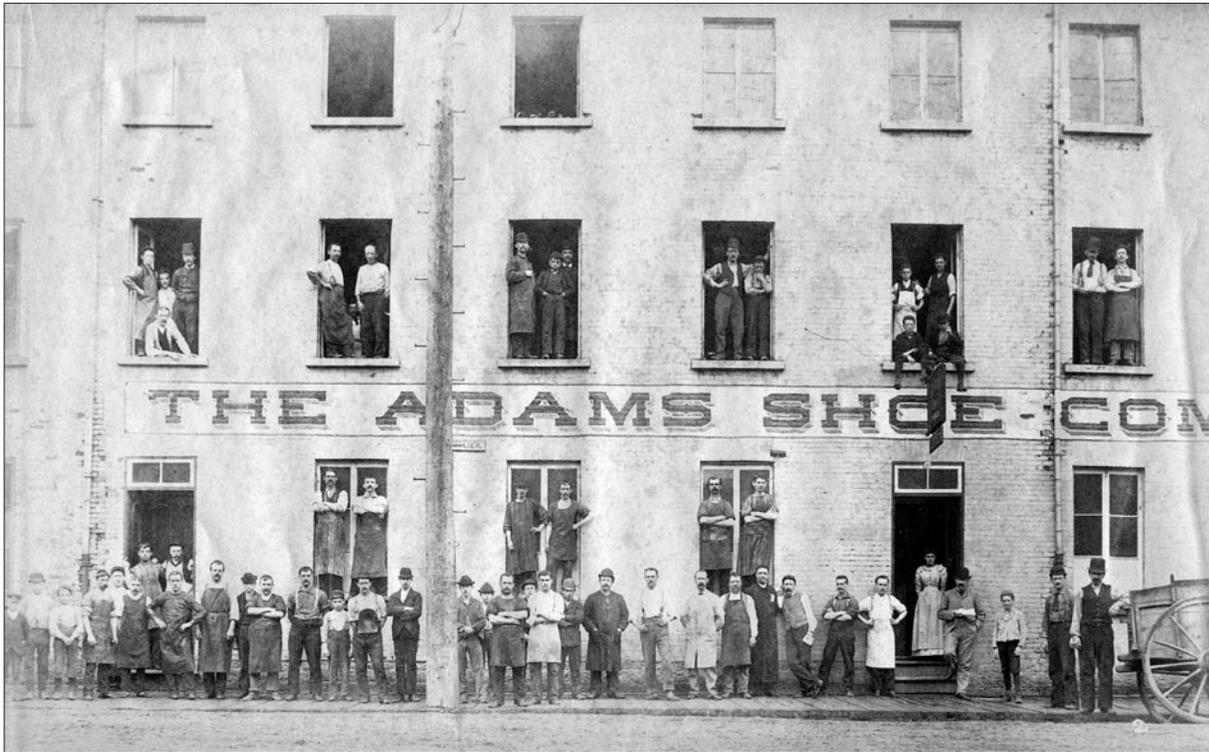
Le Québec : regards pluriels

Actes du 10^e colloque étudiant du CIEQ

Sous la direction de Sophie Dupré et Charles-Étienne Guillemette

Collection Cheminements,
Centre interuniversitaire d'études québécoises, 2005.

Nicolas Lanouette, « Espace et travail urbains : le paysage professionnel de Québec, 1871-1901 », p. 5-13.



The Adam Shoe Company, 1894, Archives nationales du Québec. Photo: Philippe Gingras (1863 - 1952).

Espace et travail urbains : le paysage professionnel de Québec, 1871-1901

Texte de Nicolas Lanouette

Étudiant à la maîtrise en géographie historique, Université Laval.

Nicolas Lanouette termine présentement sa maîtrise en géographie historique au Centre interuniversitaire d'études québécoises de l'Université Laval, sous la direction de Marc St-Hilaire, professeur au Département de géographie. Il amorcera un doctorat en septembre 2005 au CIEQ de Trois-Rivières, sous la direction de Claude Bellavance.

La vigueur des activités commerciales, plus particulièrement le commerce du bois, son rôle de capitale coloniale et la prospérité des chantiers navals stimulent une forte croissance économique et démographique

pour la ville de Québec durant la première moitié du XIX^e siècle. De 1805 à 1861, la ville passe de près de 9 000 habitants à un peu plus de 57 000 personnes¹. Cependant, au tournant des années 1860, résultant de l'effritement des bases économiques de la ville et du départ de la garnison britannique (1871), s'amorce une période de crise relative qui durera jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Cette crise entraîne une croissance très limitée de la ville, la population de Québec passant de

1. J. Hare, M. Lafrance et D.-T. Ruddel, 1987; M. Saint-Hilaire et R. Marcoux, 2001.

57 375 personnes en 1861 à 68 840 habitants en 1901², tandis que Montréal voit sa population grimper de 90 000 à 267 000 durant ce même intervalle³. Ces quatre décennies, qui furent souvent perçues comme étant une période de stagnation économique et sociale de la ville, masquent en fait une transition profonde marquée notamment par des bouleversements durables dans les assises matérielles de la vie locale. On assiste alors au passage d'une économie marchande et administrative à une économie industrielle. De plus, cette période marque le début de l'accession des femmes au marché du travail, particulièrement pour les emplois en usine⁴. Enfin, cette crise entraîne une transformation de la composition culturelle de la population qui entraînera la franco-canadianisation de la ville.

Contexte socio-économique

De 1871 à 1901, la population de Québec croît à peine de 9 000 habitants en trente ans. Cette faible croissance démographique s'accompagne de changements importants qui vont transformer durablement la composition ethno-religieuse de la ville. La forte immigration anglo-écossaise et irlandaise que connaît Québec durant la première moitié du XIX^e siècle chute à partir des années 1860. Ces communautés quittent en partie la ville afin de trouver des perspectives d'emploi meilleures ailleurs, soit à Montréal, soit en Nouvelle-Angleterre, tandis que plusieurs retournent en Angleterre. La place laissée vacante par leur départ est comblée par la population francophone, pour la plupart des gens d'origine rurale⁵. Ainsi, les Anglo-Écossais, qui représentent plus de 11 % de la population en 1871, ne comptent plus que pour 7 % en 1901. Au sein de la population d'origine irlandaise, on assiste à une chute encore plus radicale de sa proportion dans la ville. Elle passe de 20,5 % en 1871 à 8,7 % en 1901. De son côté, la proportion de francophones ne cesse de croître, passant de 67,3 % en 1871 à 82,8 % en 1901, accentuant dans sa foulée la franco-canadianisation de Québec.

Les décennies 1860 et 1870 sont marquées par le déclin des bases économiques de la ville, c'est-à-dire le commerce maritime et la construction navale. Ainsi, en 1851, le port de Québec accueille 1 194 navires contre 275 à Montréal, alors qu'en 1889, le nombre de navires baisse à 275 pour Québec et monte à 695 pour Montréal⁶. La construction navale chute encore plus radicalement : en 1853, 79 navires sont construits et lancés, 75 en 1864, 32 en 1871 et, à partir de 1890,

seulement deux en moyenne par année⁷. Cependant, cette période marque la croissance prononcée des fonctions industrielles qui, combinée à la tertiarisation graduelle du marché du travail, laisse de profondes transformations dans plusieurs secteurs d'emploi. Ainsi, le nombre de lieux de fabrication comptant cinq employés et plus ne cesse de croître entre 1851 et 1901. En 1851, Québec en compte 79 ; en 1871, ce nombre atteint 181 et double en 1901 pour atteindre 259 entreprises⁸. Entre 1864 et 1871, onze usines de chaussures ouvrent leurs portes à Québec, dont cinq comptent plus de 70 employés⁹. Les grands secteurs d'emploi dans la ville changent complètement. En 1851, la construction navale occupe plus de 47 % de la main-d'œuvre de Québec, contre 13 % en 1871, tandis que l'industrie de la chaussure devient le plus gros employeur¹⁰. En 1901, l'industrie du cuir occupe plus de la moitié des travailleurs et l'industrie textile plus de 20 %¹¹. Derrière l'apparente stagnation démographique et sociale de la ville, la vie pour la population ouvrière change : elle passe ainsi du chantier à l'usine. Il reste à savoir comment cette transformation s'est modulée selon les différents groupes de travailleurs dans l'espace urbain de Québec.

Ces transformations culturelles et économiques ont sans doute eu des effets marqués sur la géographie sociale de la ville, notamment sur le plan des conditions matérielles. Selon Choay, la révolution industrielle crée « une bipartition de la ville, l'une correspondant à la fonction économique de production et à la classe sociale des producteurs, l'autre à la fonction économique de consommation et à la classe sociale des consommateurs¹² ». Assisté-t-on dans le cas présent à cette bipartition ? En 1871, la Basse-Ville regroupe la majorité des fonctions de production alors que la Haute-ville englobe les fonctions administratives. Les fonctions commerciales

2. M. Saint-Hilaire et R. Marcoux, 2001.

3. R. Blanchard, 1935.

4. M. Saint-Hilaire et S. Drouin, 2001.

5. M. Saint-Hilaire et R. Marcoux, 2001.

6. S. Drouin, 2001.

7. J.-C. Gamache, 1929 ; R. Blanchard, 1935 ; S. Courville 2001.

8. S. Courville, 2001.

9. S. Courville, 2001.

10. S. Courville, 2001.

11. S. Courville, 2001.

12. F. Choay, 1972 : 23.



Côte Badelard, Archives nationales du Québec. Photo: Philippe Gingras (1863 - 1952).

se partagent entre ces deux secteurs. Dès lors, il devient intéressant de voir s'il y a eu une modification au niveau de la géographie sociale au sein des grands quartiers en 1901 par rapport à 1871. Dans quelle mesure le changement des activités de transport et de construction navale affecte le paysage du travail dans la Basse-Ville? Les écarts quant à la composition socioprofessionnelle se sont-ils accentués entre la Haute-ville et la Basse-Ville et entre les différents quartiers? C'est à ce type de questions auxquelles notre enquête tente d'apporter des éléments de réponse. Pour orienter notre démarche, nous soumettons l'hypothèse que les transformations socio-économiques qui touchent la ville durant cette période, malgré leur étendue, n'auront que peu d'influence sur la localisation résidentielle des différentes classes de travailleurs, et ce, pour l'ensemble des quartiers.

Méthodologie

Les données des recensements nominatifs de 1871 et de 1901 ont servi pour mesurer les transformations du tissu social de Québec. Ces recensements furent géoréférencés à l'échelle de la résidence à partir des annuaires de ville Cherrier (1870-1871), Boulanger & Marcotte (1900-1901) et des atlas Sandborn (1875), Hopkins (1879) et Goad (1910). Cette étape a permis de localiser

à l'échelle de la résidence plus de 80 % des personnes recensées en 1871 et 98 % pour 1901¹³.

Dans le cadre de cet article, il ne sera pas fait de distinction dans la classification socioprofessionnelle entre le travail des hommes et celui des femmes, même s'il est évident que sur ce plan il existe de profondes différences qui expriment deux réalités distinctes du marché du travail; cette distinction sera abordée plus en détail dans des travaux ultérieurs. À cette étape-ci, il s'agit d'abord de dresser brièvement le portrait global du paysage professionnel pour l'ensemble de la ville.

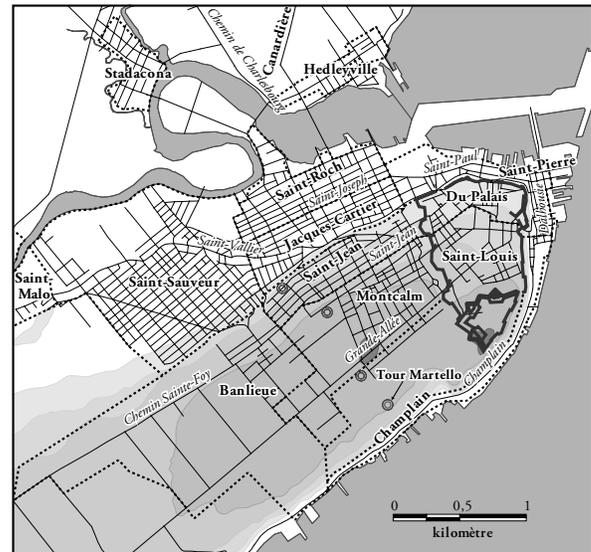
La population à l'étude comprend les individus (hommes et femmes) de 15 à 64 ans qui déclarent un travail ou un revenu (pour 1901 seulement) et qui ne sont ni dans une institution, ni aux études, ni rentiers. Nous obtenons ainsi deux groupes de travailleurs de 15-64 ans, soit 16 668 personnes pour 1871 et 22 751 pour 1901. L'intitulé professionnel fut la principale variable utilisée pour mesurer l'évolution du paysage du travail. Ce choix repose sur le fait que « la profession délimite le champ des possibles de chaque individu, en termes

13. N. Lanouette, 2002.

économiques mais aussi sociaux et symboliques [...] ¹⁴». Bouchard rajoute que «le rôle tenu par un individu à l'intérieur de l'univers technique du travail exerce une influence significative sur la position qu'il occupe dans la structure économique et sociale, sur son niveau et son genre de vie ¹⁵». Cependant, l'utilisation du seul intitulé professionnel pose de nombreuses difficultés, tant par la quantité (une fois standardisés on compte 494 titres professionnels en 1871 et 952 en 1901) que par le caractère vague de certains intitulés, par exemple: commis, journaliers, employés, etc. Pour les analyses statistiques, ces intitulés ont été regroupés en catégories socio-professionnelles (voir plus bas). Cependant, pour illustrer l'évolution du paysage professionnel entre les deux dates, un certain nombre de métiers furent conservés, en raison de leurs effectifs et de leur pouvoir évocateur, comme groupes témoins pour chacune des classes retenues. L'utilisation de ces métiers particuliers tente ainsi d'éviter de «faire disparaître sous les statistiques, des groupes de la société [...] rendus encore une fois opaques par une histoire qui les dépasse ¹⁶».

Le choix d'une grille de classification des métiers fut difficile, car selon Guerreau: «des classements différents entraînent des conclusions différentes ¹⁷». Ne voulant pas tomber dans l'écueil de créer nos propres classes, notre choix s'est donc porté sur la classification mise au point par l'équipe d'Erikson, Goldthorpe et Portecarero ¹⁸ et utilisée dans le cadre du projet *Population et histoire sociale de la ville de Québec* ¹⁹. Cette classification a le mérite d'être fondée sur la nature du travail lui-même plutôt que sur les secteurs économiques et, en plus, elle offre des points de comparaison avec les phénomènes internationaux. Parmi les regroupements proposés par la grille, nous avons retenu la classification en sept classes qui «de l'aveu même des créateurs du schème des classes EGP, [...] est le schème le plus souvent utilisé ²⁰». Toutefois, les deux classes portant sur le secteur primaire ne furent pas utilisées dans cette étude, compte tenu du nombre infime de travailleurs de l'agriculture, des pêcheries et des forêts à Québec (199 en 1871 et 152 en 1901, 1,2 % et 0,6 % respectivement). En outre, ces travailleurs se localisent très largement dans la frange périphérique de la ville qui est moins bien géoréférencée étant donné l'absence d'information dans les annuaires sur la localisation des résidences de ces secteurs, c'est-à-dire les quartiers Saint-Malo, Petite-Rivière, Chemin de Charlesbourg et La Canardière (Figure 1). En somme, notre grille de classification, basée selon les classes EGP, comporte les catégories de travailleurs suivantes:

FIGURE 1
Localisation des quartiers et des rues principales de Québec, 1871-1901



PHSVQ-CIEQ, recensements de 1871 et 1901

les services supérieurs et inférieurs (avocat, médecin, instituteur et institutrice, comptable), petits employés non manuels (huissier, photographe, domestique), contre-mâtres et travailleurs manuels qualifiés (cordonnier, couturière, électricien, boulanger), petits entrepreneurs (modiste, libraire, hôtelier, marchand de bois) et les travailleurs manuels non qualifiés (serre-frein, journalier, calfat, voilier, corroyeur) et une sixième classe, non cartographiée, celle des indéterminés.

Sur le plan cartographique, l'absence de concordance entre les secteurs de recensement de 1871 et 1901 pose de grandes difficultés pour l'interprétation des résultats. En 1871, la ville compte 37 secteurs de recensement, tandis qu'en 1901, elle en compte 93. Le résultat est que nous nous retrouvons avec pratiquement deux échelles d'analyse différentes. Pour 1871, les secteurs sont vastes, de formes généralement régulières et, pour la très grande

14. W. H. Sewell, 1985; M. Gribaudi et A. Blum, 1990: 1380.

15. R. Bouchard, 1996: 71.

16. M. Gribaudi et A. Blum, 1990: 1366.

17. A. Guerreau, 1993: 979.

18. R. Erikson et J. H. Goldthorpe, 1992.

19. Dirigé par R. Marcoux et M. Saint-Hilaire, Université Laval.

20. C. Fleury et M. De Sève, 2000: 3.

majorité, d'un seul tenant. En 1901, on fait par contre face à une véritable mosaïque où les secteurs s'imbriquent les uns dans les autres; quelques secteurs sont vastes et de formes régulières, mais la majorité sont composés de segments de rues (parfois un seul côté de la rue) et, souvent, ils englobent trois ou quatre segments de rues qui se retrouvent intercalés entre d'autres secteurs de recensement. Dans ces conditions et étant donné que notre population étudiée est géoréférencée à l'échelle de la résidence (ponctuelle), il a été convenu d'utiliser une grille hexagonale de 75 mètres de rayon comme échelle cartographique. Cette grille permet d'uniformiser les secteurs et facilite la comparaison de l'évolution spatiale entre les deux années, car les hexagones sont uniformes dans le temps. En outre, ils évitent de recourir à la création de secteurs «homogènes» qui, souvent, sont tracés de manière subjective. Enfin, la grille hexagonale fait ressortir les grandes tendances de localisation résidentielle de la ville à une échelle assez fine où il est possible de reconnaître à la fois des secteurs «homogènes» et certains axes routiers, le but étant de permettre une analyse des phénomènes avec le plus de finesse possible et d'entrer à l'intérieur même de l'échelle des quartiers. Cette finesse d'analyse est souvent occultée par des grilles géographiques trop grandes ou trop petites. D'ailleurs ce constat s'est avéré lorsque furent construites et testées des grilles de 40, 50 et 100 mètres avec nos variables. Les grilles de 40 et 50 mètres de rayon regroupaient peu d'individus par cellule et laissaient de grands espaces vides dans la ville, tandis que la grille de 100 mètres donnait des effectifs de travailleurs par cellule beaucoup trop élevés (parfois plus de 800) et la couverture de la ville simplifiait beaucoup trop l'espace urbain. La grille de 75 mètres se révèle la plus significative, tant sur le plan spatial, qui assure une bonne couverture de la ville sans trop d'espaces vides, que sur le plan des effectifs par cellule.

Enfin, pour mesurer la différenciation de la répartition spatiale des groupes de travailleurs et permettre la comparaison, il a été convenu d'utiliser l'outil de ségrégation résidentielle mis au point par Philippe Apparicio, à savoir le quotient de localisation. Cet indice permet «de qualifier et de confronter la répartition dans l'espace métropolitain des différents groupes» de travailleurs²¹. Ce quotient mesure «le rapport entre la proportion du groupe dans l'unité spatiale et la proportion du groupe dans la ville. Si le quotient de localisation est supérieur à 1, le groupe est surreprésenté dans l'unité spatiale et inversement s'il est inférieur à 1. Pour une valeur de 1, le quotient de localisation signifie que la concentration

du groupe X dans l'unité spatiale est égale à celle de la ville²²». Finalement, ce quotient permet la localisation et la cartographie de «la surreprésentation ou la sous-représentation d'un groupe dans la ville²³» et ainsi de distinguer le rapport à l'espace des différentes classes de travailleurs sur le plan de la localisation résidentielle.

Résultats

Les résultats montrent que la distribution des cinq classes de travailleurs retenues selon la classification EGP reste équivalente entre 1871 et 1901 (Tableau 1). La classe des petits employés non manuels en 1871 représente 22,7 % des travailleurs et 23,1 % en 1901. Même constat pour les contremaîtres et travailleurs manuels qualifiés qui comptent pour 37,0 % de la main-d'œuvre en 1871 et 37,7 % en 1901 et pour la sous-classe des petits entrepreneurs qui passe de 10,7 % à 10,4 %. La classe des services supérieurs et inférieurs augmente très légèrement de 5,3 % à 5,9 %, tandis que la classe des travailleurs manuels non qualifiés subit un changement plus grand dans son poids relatif en diminuant de 21,13 % à 18,9 %. Les métiers indéterminés (non classés) augmentent légèrement, de 2,0 % en 1871 à 3,3 % en 1901. Ainsi, selon la classification EGP, on observe que malgré les transformations économiques touchant Québec et en conformité avec notre hypothèse, les proportions entre les groupes socioprofessionnels tendent à demeurer semblables entre nos deux années d'étude.

Cependant, l'analyse des métiers témoins permet de dégager de plus grandes fluctuations au sein des effectifs de travailleurs entre 1871 et 1901. Le cas des métiers essentiellement féminins s'avère particulièrement intéressant à ce niveau, les modistes passant de 97 en 1871 à 593 en 1901 et les couturières augmentant de 1 027 à 1 367. Les variables *patrons*, *employés* et *travailleurs autonomes*, disponibles pour 1901 seulement, sont particulièrement éclairantes au sujet de la croissance du travail des femmes en usine. Toutefois, elle permet d'observer que chez les couturières, 1 121 se déclarent employés, 47 patrons et 134 travailleurs autonomes, alors que chez les modistes, on retrouve 290 employés, 51 patrons et 204 travailleurs autonomes. La croissance du travail à la manufacture

21. P. Apparicio, 2000 : 2.

22. P. Apparicio, 2000 : 12.

23. P. Apparicio, 2000 : 12.

TABLEAU 1
 Nombre de travailleurs de 15-64 ans selon
 la classification EGP et de quelques métiers témoins,
 Québec 1871-1901

CLASSES SOCIOPROFESSIONNELLES

	1871		1901	
	Nb	%	Nb	%
Services supérieurs et inférieurs	890	5,3	1 346	5,9
Petits employés non manuels	3 780	22,7	5 249	23,1
Petits entrepreneurs	1 787	10,7	2 364	10,4
Contremaîtres et travailleurs manuels qualifiés	6 167	37,0	8 573	37,7
Travailleurs manuels non qualifiés	3 522	21,1	4 308	18,9
Secteur primaire	199	1,2	152	0,7
Indéterminés	329	2,0	760	3,3
TOTAL	16 668	100	22 751	100

MÉTIERIS TÉMOINS

Boulangier	150	0,9	157	0,7
Calfat	107	0,7	14	0,06
Cordonnier	702	4,2	1870	8,2
Corroyeur	69	0,4	206	0,9
Couturière	1 027	6,2	1 367	6,0
Domestique	2 185	13,2	2 226	9,8
Électricien	—	—	118	0,5
Garde-moteur	—	—	55	0,2
Menuisier	587	3,6	570	2,5
Modiste	97	0,6	593	2,6
Scieur de long	78	0,5	5	0,02
Serre-frein	—	—	36	0,2
Voilier	33	0,2	9	0,04
TOTAL	5 035	30,4	7 226	31,8

PHSVQ-CIEQ, recensements de 1871 et 1901

est aussi perceptible chez les hommes. Les cordonniers passent de 702 à 1 870 et les corroyeurs de 69 à 206. En 1901, 1 742 cordonniers se déclarent employés, 23 patrons et 31 travailleurs autonomes; tandis que 187 corroyeurs se déclarent employés, 7 patrons et 9 travailleurs autonomes. La variable du lieu de travail permet de saisir un peu plus l'ampleur du travail en usine. Chez les cordonniers, 1 491 déclarent travailler en fabriques et 121 à la maison, pour les corroyeurs, 138 en fabriques et 3 à la maison. Pour leur part, 694 couturières déclarent la fabrique comme lieu de travail et 100 la maison alors que 87 modistes travaillent en fabriques et 86 à la maison. Il est dommage que ces variables, tout comme celle du statut au travail, ne soient disponibles que pour 1901, car elles ne permettent pas de saisir la véritable étendue du passage du travail à la maison à celui à l'usine autrement que par l'évolution des effectifs absolus de quelques métiers. Certains métiers restent stables: les boulangers passent de 150 à 157, les menuisiers passent de 587 à 570 et les domestiques passent de 2 185 à 2 226. Fait à noter, la relative stabilité des domestiques masque une féminisation croissante de ce métier: en 1871, on compte 1 876 femmes contre 309 hommes, alors qu'en 1901, il y a 2 056 femmes domestiques pour 170 hommes. Les métiers liés à la construction navale, quant à eux, chutent considérablement, les calfats passent de 107 à 14, les voiliers de 33 à 9 et les scieurs de long de 78 à 5. De plus, on observe l'apparition de quelques métiers: les électriciens (118), les garde-moteurs (55) et les serre-freins (36), pour ne nommer que ceux-là. Malgré cette grande variabilité dans les effectifs de métiers, celle-ci ne vient en rien, ou très légèrement, affecter le poids relatif des différentes classes de travailleurs entre 1871 et 1901. Il reste à savoir maintenant si cette étonnante stabilité entre les proportions des classes de travailleurs se répercute dans leur répartition spatiale au sein de la ville.

La cartographie à l'aide de la grille hexagonale montre que, pour 1871, il existe une différenciation spatiale très marquée entre les différentes classes de travailleurs sur le plan de la localisation résidentielle (Figure 2). Les travailleurs de la classe des services supérieurs et inférieurs se concentrent dans la Haute-ville, particulièrement à l'intérieur de la partie murée (quartiers du Palais et Saint-Louis) et le long de la rue Saint-Jean et de la Grande-Allée. Ils sont très peu présents dans Saint-Sauveur et dans la partie ouest des quartiers Saint-Roch et Jacques-Cartier. La répartition des petits employés non manuels suit sensiblement celle des services supérieurs et inférieurs. Ceci s'explique par la grande place qu'occupent dans ce groupe les servantes et les domestiques,

FIGURE 2
Quotient de localisation des travailleurs de 15-64 ans, Québec 1871

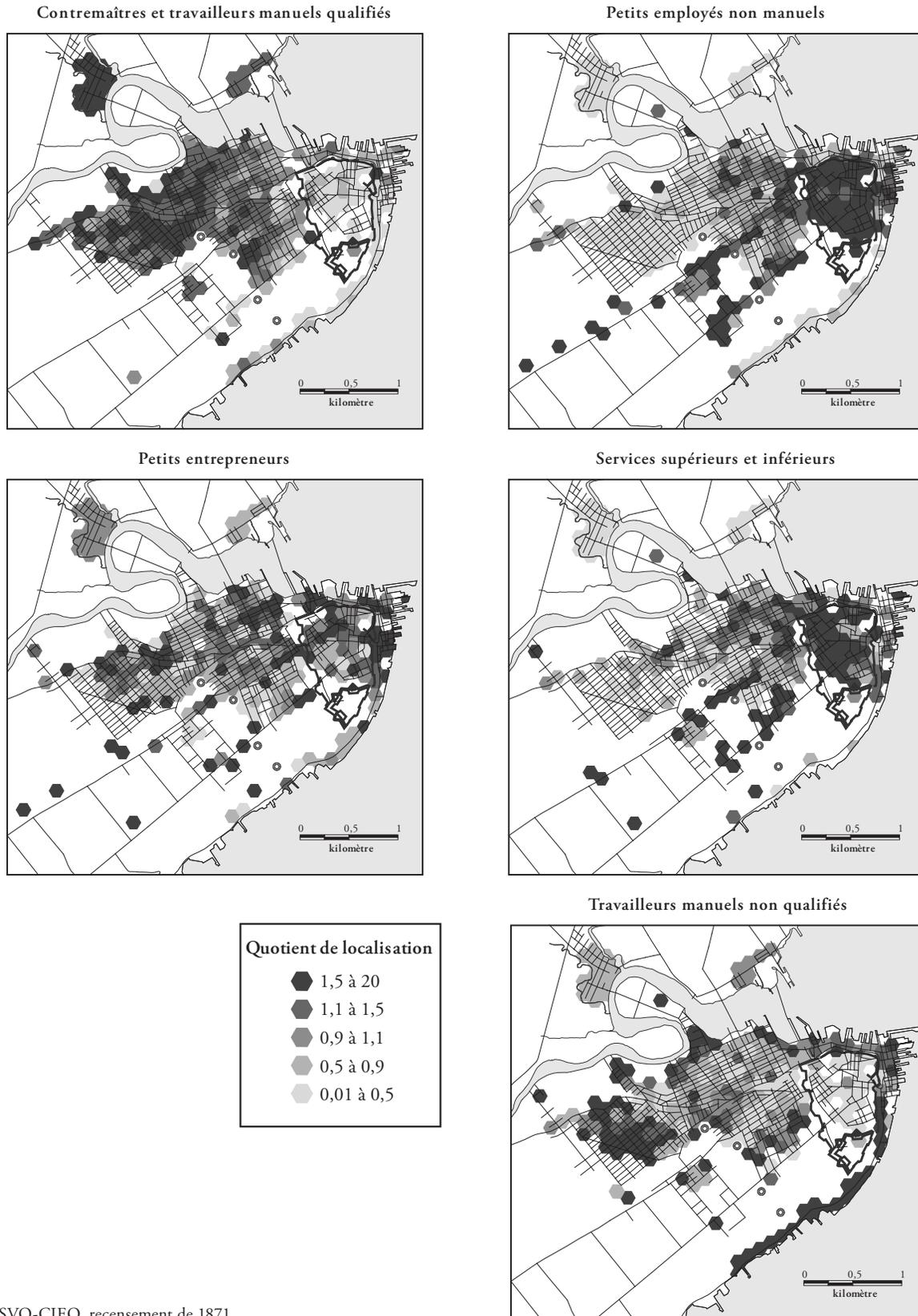
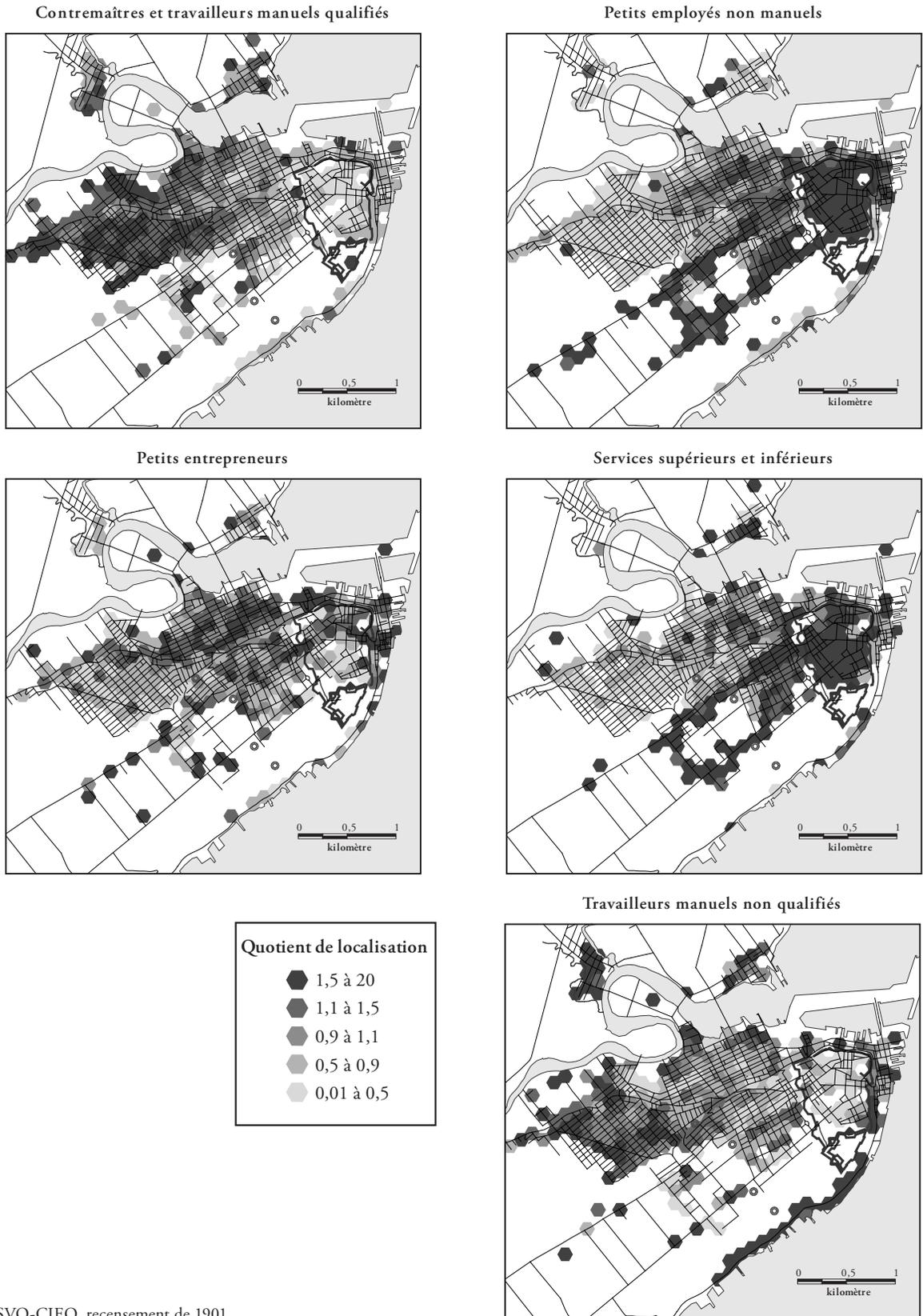


FIGURE 3
Quotient de localisation des travailleurs de 15-64 ans, Québec 1901



reflétant d'abord le lieu de résidence de leurs employeurs qui très souvent sont membres des services supérieurs et inférieurs ou des petits entrepreneurs. Les contremaîtres et travailleurs manuels qualifiés se concentrent essentiellement dans les quartiers Saint-Jean-Baptiste (dans sa partie ouest), Saint-Sauveur et Saint-Roch. Ils sont très peu présents dans la partie murée de la ville et dans les quartiers Saint-Pierre et Champlain. Les petits entrepreneurs se retrouvent en forte proportion dans Saint-Pierre et le long des rues Saint-Jean, Saint-Joseph, Saint-Paul, et Saint-Vallier (pour le quartier Saint-Sauveur). Enfin, les travailleurs manuels non qualifiés se concentrent surtout dans les quartiers Champlain et Saint-Sauveur et ils sont pratiquement absents de la Haute-ville, surtout dans sa partie murée.

La répartition des différentes classes de travailleurs demeure presque identique en 1901 (Figure 3). Les travailleurs de la classe des services supérieurs et inférieurs se concentrent encore dans la partie murée de la Haute-ville et le long des rues Saint-Jean et Grande-Allée. Ils demeurent très peu présents dans les quartiers Saint-Sauveur et Champlain. La classe des petits travailleurs non manuels suit pratiquement la même répartition que la classe précédente. Les contremaîtres et travailleurs manuels qualifiés se concentrent dans Saint-Sauveur et les parties ouest de Saint-Roch et Jacques-Cartier. Ils sont toujours peu présents dans les quartiers Saint-Pierre, Champlain, du Palais, Saint-Louis et Montcalm. Les travailleurs manuels non qualifiés se concentrent toujours principalement dans les quartiers Champlain et Saint-Sauveur, tandis que leur concentration faiblit dans Saint-Pierre. Ils sont toujours très peu présents dans la partie murée de la ville et dans le quartier Saint-Jean-Baptiste.

La classe des petits entrepreneurs est celle qui connaît l'évolution la plus marquée quant à la localisation résidentielle de ses membres. En 1871, ceux-ci se concentraient surtout dans les quartiers Saint-Pierre et du Palais (vieille ville) et sur les rues Saint-Vallier et Saint-Joseph (quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch). En 1901, on observe qu'ils se concentrent beaucoup plus dans Saint-Roch et Jacques-Cartier et le long des grands axes commerciaux de la ville, soit les rues Saint-Paul, Saint-Joseph, Saint-Jean, Saint-Vallier et Dalhousie.

On constate, entre 1871 et 1901, que la localisation résidentielle des différents groupes de travailleurs demeure sensiblement la même, hormis une concentration croissante des travailleurs qualifiés dans Saint-Sauveur et

un déplacement partiel des petits entrepreneurs vers Saint-Roch et Jacques-Cartier. Au regard des résultats de 1871 et 1901, il semble que l'opposition classique entre la Haute-ville et la Basse-Ville, ne se reflétant pas exactement dans la localisation résidentielle des classes de travailleurs, mérite d'être sensiblement nuancée.

Conclusion

En conclusion, malgré les transformations sociales et économiques de la ville (franco-canadianisation, industrialisation et tertiarisation du marché de l'emploi), la différenciation spatiale entre les classes de travailleurs perdure et tend à demeurer semblable de 1871 à 1901. De plus, ces classes tendent à se localiser selon leur revenu et selon les caractéristiques propres à certains secteurs de la ville (résidentiels cossus, résidentiels ouvriers, industriels, commerciaux, etc.). De plus, les proportions des classes de travailleurs pour l'ensemble de la ville demeurent semblables entre les deux recensements. Enfin, nous avons pu observer dans les deux recensements que l'espace urbain est d'abord structuré selon quatre axes routiers soit : la Grande-Allée et les rues Saint-Jean, Saint-Vallier et Saint-Joseph. La rue Champlain, quant à elle, coïncée entre la falaise et le fleuve, s'avère être un axe « hors » de la ville qui subit plus qu'il ne structure, regroupant une forte proportion de travailleurs manuels non qualifiés travaillant au gré des activités portuaires et du commerce naval. Cependant, la classe des petits entrepreneurs déroge quelque peu à cette stabilité en se déplaçant en partie vers le quartier Saint-Roch. Ceci reflète le transfert du centre économique et commercial de la rue Saint-Jean vers ce quartier, plus particulièrement le long de la rue Saint-Joseph avec la forte croissance du commerce de détail. Ces résultats confirment donc notre hypothèse : malgré les transformations économiques, la localisation résidentielle des structures socioprofessionnelles perdure dans le temps et dans l'espace de la ville de Québec. Enfin, cette étude ouvre la porte à des recherches plus détaillées sur la localisation des travailleurs selon le sexe, l'origine ethnique et, par la suite, sur la mise en rapport des travailleurs avec la localisation des entreprises selon les grands secteurs économiques de la ville. Le but ultime est d'en arriver à dresser le portrait le plus fidèle possible de la géographie du travail à Québec à la fin du XIX^e siècle et d'apporter un regard différent sur la traditionnelle opposition Haute-ville et Basse-Ville qui occulte trop souvent la réalité sociale de Québec.